

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 13/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : -  
Code AIOT : 0010000019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/10/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Le Bourg Silo Néronde-Tendron 18350 Tendron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'incident sur un des séchoirs du site (détection de points chaud et dégagement de fumée) le 18/10/2024.

Après réparation et remise en service, le séchoir impacté a été redémarré le 25/10/2024 au matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL

- Le Bourg Silo Nérondes-Tendron 18350 Tendron
- Code AIOT : 0010000019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Silo à autorisation pour la rubrique 2160 équipé notamment d'une tour séchoir (rubrique 2910 sous le régime de la déclaration). La tour est équipée de 2 séchoirs.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Systèmes de sécurité	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 26	Demande d'action corrective	2 mois
6	Entretien des installations électriques	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 11.2	Demande d'action corrective	2 mois
7	Traitement des effluents	Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4ter	Demande d'action corrective	2 mois
10	entretien du site	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage et évacuation des déchets issus de l'incident	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 10.1	Sans objet
2	Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 11.3	Sans objet
3	Procédures et moyens mis en oeuvre pour assurer la surveillance des stocks	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 18	Sans objet
5	Conformité des installations à l'étude de	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dangers		
8	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.1	Sans objet
9	Redémarrage de l'installation suite à l'incident du 18/10/2024	AP Complémentaire du 16/03/2007, article 4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stockage et évacuation des déchets issus de l'incident

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2007, article 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur,
<b>Constats :</b>  Lors de la visite les déchets de grain issus de l'incident ont déjà été évacués. L'exploitant présente les trois bordereaux de suivi de déchets correspondant aux grains évacués. L'enlèvement a été réalisé le 24/10/2024 pour traitement par méthanisation par la société METHAVERT à St Maur (36250). Le volume évacué est de respectivement 18,58t, 20,2t et 10,2t. Cela correspond au tonnage de grain contaminé par les mousses lors de l'intervention des pompiers. Sur les 70t vidangées du séchoir, environ 20t étaient valorisables car évacuées dès le début par l'exploitant, avant toute intervention des pompiers.  Entre le 18/10/2024 et le 24/10/2024, les grains considérés comme déchets ont été stockés sur la plateforme étanche du site.  <b>Constat: pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2007, article 11.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence et entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les installations sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.[...]</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le dernier rapport de contrôle des installations de protection foudre du site réalisé le 21/11/2023 par la société SOCOTEC.</p> <p>Le rapport ne met pas en avant de non conformité sur ces installations.</p> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Procédures et moyens mis en oeuvre pour assurer la surveillance des stocks**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2007, article 18</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesure de prévention visant à éviter un auto-échauffement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables.</p> <p>[...]</p> <p>En cas d'élévation anormale de la température, l'exploitant est tenu d'informer les services de secours.</p> <p>Les procédures d'intervention de l'exploitant, en cas de phénomènes d'auto-échauffement, sont rédigées et communiquées aux services de secours.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les critères d'acceptabilité des grains par le site sont définis au niveau de la direction du groupe, chaque année en fonction de nombreux critères et notamment la capacité technique des sites à les traiter.</p> <p>Il précise en effet que les séchoirs doivent fonctionner à humidité constante, autour de 15% (tout changement nécessitant des réglages longs mettant en péril le rendement et l'efficacité de l'équipement).</p> <p>Afin d'atteindre ce pourcentage, l'exploitant a la possibilité de réaliser des "mélanges" avec des grains de différente teneur en eau afin d'atteindre cet optimum.</p> <p>En 2024, la limite acceptée par les sites AXEREAL est de 20% d'humidité + 8% d'impuretés.</p> <p>L'exploitant précise que, compte tenu des conditions météorologiques des dernières semaines, il a été amené à refuser de nombreux chargements, parfois avec plus de 30% d'humidité.</p>

Les séchoirs sont équipés de sondes de températures (56) dont la mesure est reportée sur un synoptique permettant un contrôle continu.

Par ailleurs, une impression pour archivage de ce synoptique est réalisée de manière hebdomadaire.

Des températures de consigne sont définies amenant à des arrêts de sécurité du séchoir.

L'incident du 18/10/2024 montre une bonne réactivité de l'exploitant dans le suivi de la température, l'arrêt automatique du séchoir suite au dépassement du seuil de 40°C a directement entraîné l'appel des services de secours, qui ont pu intervenir dans les plus brefs délais.

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 4 : Systèmes de sécurité

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/03/2007, article 26

**Thème(s) :** Risques accidentels, Séchoir

**Prescription contrôlée :**

Le séchoir dispose a minima des systèmes de sécurité suivants :

- un contrôle de pression qui permet une coupure instantanée en cas d'anomalies,
- des scrutateurs de température,
- un asservissement aux sondes de température de l'alimentation permettant une coupure de l'alimentation de gaz en cas d'élévation anormale de la température ;
- Une vanne de coupure générale de l'alimentation en gaz.

**Constats :**

Sur la base du synoptique (déporté et en local), l'exploitant présente les systèmes de sécurité du séchoir

- chaque séchoir dispose de 56 sondes de température
- pour chaque sonde, deux températures de consigne sont définies (alerte, mise en sécurité du séchoir)

L'exploitant explique que la mise en sécurité du séchoir consiste en son arrêt via la coupure automatique de l'apport de combustible.

A côté de la porte du séchoir l'inspection a par ailleurs pu observer la présence d'une vanne de coupure du gaz.

L'exploitant précise cependant qu'à sa connaissance le séchoir ne dispose pas de capteurs de pression amenant une coupure gaz en cas d'anomalies.

**Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la présence d'un contrôle de pression qui permet une coupure instantanée des installations en cas d'anomalies .**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Conformité des installations à l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séchoir
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément, aux dispositions du présent arrêté et aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés, et en particulier, l'étude des dangers correspondant aux installations, qui définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets des accidents susceptibles de survenir.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En page 56 du complément à l'étude de danger de 2006, se trouve la description des séchoirs.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente son équipement que l'inspection des installations classées examine sur le terrain.</p> <p>La description et les observation faites correspondent aux éléments de l'étude de danger; en particulier:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le site est équipé de 2 séchoirs de 70t.</li> <li>• Ces séchoirs sont équipés de vanne de vidange rapide "vide-vite"; néanmoins dans le cadre de l'incident du 18/10/2024, elles n'ont pas été utilisées car le risque d'inflammation engendré par l'appel d'air lié à l'utilisation de ces dispositifs était jugé trop important par l'exploitant.</li> <li>• Des extincteurs adaptés sont disposés en pied de séchoir (dernier contrôle en janvier 2024)</li> <li>• il y a une vanne de coupure gaz à l'extérieur du bâtiment, ainsi qu'une vanne sur chaque séchoir</li> </ul> <p><b>Constat : pas d'écart constaté</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Entretien des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2007, article 11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle et levée des non conformités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les non conformités relevées.</p> <p>Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente les derniers rapports:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• contrôle des installations électriques, réalisé par la société DEKRA le 22/11/2023</li> <li>• compte rendu Q18, réalisé par la société DEKRA le 22/11/2023</li> </ul> <p>Ces rapports mettent en avant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un risque incendie/explosion sur les installations en raison de poussières dans les armoires électriques</li> <li>• des équipements non vérifiés (dispositifs différentiels à courant résiduel du fait de l'absence de coupure du site, absence d'information sur l'adéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion)</li> </ul> <p>L'exploitant présente la facture du nettoyage des armoires électriques réalisé par la société SARL CHAUMEAU le 24/10/2024.</p> <p>L'inspection précise que la non conformité ne pourra être levée qu'à partir d'un rapport Q18 excluant le risque et alerte sur la nécessité que le bureau de contrôle dispose de l'ensemble des éléments pour établir le rapport.</p> <p>En ce qui concerne l'absence d'information sur l'adéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion, l'exploitant précise qu'il ne sera pas en mesure de le fournir avant 1-2 ans. Le recensement étant prévu en interne après avoir réalisé ceux des sites SEVESO du groupe à la suite du programme de formation prévu au premier semestre 2025.</p> <p><b>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer l'absence de risque incendie/explosion de l'installation suite au nettoyage des armoires électriques et compte tenu de dispositifs et d'équipements non contrôlés en 2023.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat,</p>



l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Traitement des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4ter
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement du réseau de collecte
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe * au présent arrêté par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. [...]</p> <p>* [les substances considérées dans le présent constat sont en particulier]</p> <p>4. Substances qui possèdent un pouvoir cancérogène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci.</p> <p>7. Huiles minérales et hydrocarbures.</p> <p>16. Matières synthétiques persistantes qui peuvent flotter, rester en suspension ou couler et qui peuvent gêner toute utilisation des eaux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Selon l'exploitant, les eaux d'extinctions d'incendie sont recueillies dans les fosses en pied des équipements de manutention.</p> <p>Cependant l'inspection constate que les eaux d'extinctions extérieures aux bâtiments ainsi que les eaux de voirie sont en conséquence dirigées directement vers les caniveaux présents sur le site.</p> <p>D'après l'exploitant elles sont ensuite directement dirigées vers le bassin d'infiltration du site sans possibilité de les confiner et les analyser avant rejet.</p> <p><b>Constat : le réseau d'eaux de ruissellement ne permet pas le contrôle de la qualité des eaux avant leur rejet.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Surveillance de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation des personnels
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le suivi de formation des agents intervenant sur le site.  Il sont à jour de l'ensemble de leurs formations, en particulier celles sur les risques relatifs aux silos et plus globalement la sécurité sur le site.  <b>Constat : pas d'écart constaté</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Redémarrage de l'installation suite à l'incident du 18/10/2024**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2007, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, incident
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où à eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord. L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement, compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.
<b>Constats :</b>

L'exploitant a informé l'inspection des installations classée de l'incident du 18/10/2024 dès l'amorce de l'incident. Elle l'a par ailleurs tenu au courant de l'avancée du sinistre au cours de la matinée et en début d'après midi.

Dès le mercredi 23/10/2024, l'exploitant a par ailleurs produit une fiche BARPI concernant l'incident.

Concernant la remise en service, lors de l'inspection l'exploitant précise le déroulé de ses actions:

- mardi 22 : réalisation des réparations nécessaires sur le séchoir (remplacements à l'identique d'équipements métalliques ayant été en contact avec les sources de chaleur) et nettoyage
- mercredi 23 : contrôle de l'installation
- jeudi 24 : contrôle avant redémarrage (l'exploitant présente la fiche de contrôle réalisée par la société CFCAI).
- le redémarrage de l'installation a eu lieu le matin de l'inspection

Le contrôle pré démarrage a donné lieu à différents tests dont notamment l'essai des sondes et de l'asservissement et a un nettoyage complémentaire des canalisations de gaz dans lesquels subsistait de l'eau.

L'exploitant considère qu'il a mis en œuvre toutes les mesures économiquement et techniquement réalisables afin de prévenir la formation d'un nouvel incident. Le retour d'expérience lui permet de conforter ce constat dans la mesure où la détection du point chaud et la mise en sécurité des installations a été très rapide.

L'exploitant rappelle qu'avant le début de traitement des tournesols dans l'installation, il avait augmenté le nombre de sondes de température (passage de 32 à 56 sondes); par ailleurs il effectue un pré-nettoyage du tournesol avant séchage et a défini des critères d'acceptabilité du grain lors de la réception. Ces différentes mesures sont jugées suffisantes par l'exploitant pour limiter le risque ainsi que les conséquences d'un sinistre.

L'ensemble de ces dispositions sont maintenue suite à l'incident.

**Constat : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 10 : entretien du site

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, bassin d'orage

**Prescription contrôlée :**

<p>[...]L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin d'infiltration est invisible (périmètre non discernable) compte tenu de la forte végétation dans la zone où il devrait se trouver. La végétation consiste en des arbres dont les troncs font plusieurs dizaines de centimètres et des broussailles denses.</p> <p>Par ailleurs l'inspection distingue les berges du bassin fortement érodées, voire effondrées.</p> <p><b>Constat: le bassin d'infiltration ne fait pas l'objet d'un entretien régulier.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>